

[Texte]

impact of a military embargo, if it were brought about by the UN. My understanding is that some 60% of the government's budget goes for that, and they purchase almost all of it outside the country. So that's one case where a military embargo could be very effective.

• 1755

Mr. Schneider: I thank you for that clarification.

The next question deals with Petro-Canada's involvement in Burma. I'm not familiar with its involvement. Is it at the exploratory drilling stage, or does it have a total processing operation? Does it refine oil?

Dr. Win: What we have known up to now is that it is only in the drilling stage.

Mr. Schneider: The next question I have might be more directed to you, Mr. Broadbent. It deals with your fourth recommendation, on the release of political prisoners. My question is whether or not this is consistent with what Canada has done so far. I'm thinking of Haiti as an example. If we support your recommendation 4, will the question of why we did not do the same for Haiti be asked? Do we have a similar situation here?

Mr. Broadbent: I don't know if it would be asked, but it would be a good question to be asked. Frankly, I'd be surprised if our ambassador in Haiti hasn't in one sense already made requests along those lines. If not, I think it would be, to say the least, entirely appropriate.

Mr. Schneider: We went to the United Nations with the chairman and looked at this whole list of world help groups. I probably left with more questions than I had before I went, Mr. Chairman.

Is the statement given in recommendation 3 intended to convey only what it says, or is there some concern that the United Nations Development Fund may not have always or does not possess the ability to ensure that the funds or its projects are intended for humanitarian assistance only?

Mr. Broadbent: There certainly is a distinction between kinds of aid that can be infrastructure in the long term, and ultimately, if you push such an analysis, you can say that in some senses any kind of economic activity will have a benefit for human beings; ergo, it's humanitarian. However, there is a distinction between long-term infrastructure aid, which we are saying, whether it comes from the UN or anywhere else, should not go, and emergency aid in particular food or medical supplies that are concrete examples of what does constitute humanitarian aid that one would not want to stop. So it's desirable to look at all the kinds of aid that the UN is in fact providing.

[Traduction]

le SLORC consacre 60 p. 100 du budget à l'achat d'armes, qui proviennent presque toutes d'autres pays. Ce serait donc un cas où un embargo militaire pourrait se révéler très efficace.

M. Schneider: Je vous remercie d'avoir apporté cette précision.

Ma question suivante a trait aux activités de Petro-Canada en Birmanie. Je ne suis pas vraiment au courant de tout ce qu'elle y fait. En est-elle uniquement à l'étape des forages d'exploration, ou y a-t-elle déjà des installations de transformation? Raffine-t-elle du pétrole en Birmanie?

M. Win: Selon ce que nous avons appris, jusqu'à maintenant, Petro-Canada en est encore à l'étape du forage.

M. Schneider: Ma question suivante s'adresse davantage à vous, monsieur Broadbent. Elle a trait à votre quatrième recommandation, celle concernant la libération des prisonniers politiques. Cela s'inscrit-il vraiment dans la ligne de conduite que suit le Canada jusqu'à maintenant? Je pense à Haïti, par exemple. Si nous appuyons votre quatrième recommandation, nous demandera-t-on pourquoi nous n'en avons pas fait autant pour les prisonniers politiques en Haïti? La situation en Birmanie est-elle analogue à celle qui prévaut en Haïti?

M. Broadbent: Je ne sais pas si on vous posera la question, mais ce sera sûrement une bonne question à poser. Pour être franc, je serais étonné que notre ambassadeur en poste à Haïti n'ait pas déjà formulé des demandes en ce sens. Dans le cas contraire, je pense qu'il serait tout à fait approprié qu'il le fasse, c'est le moins que l'on puisse dire.

M. Schneider: Nous sommes allés aux Nations Unies, avec le président, et nous avons examiné la liste des groupes d'aide internationale. Je suis probablement revenu avec davantage de questions que je n'en avais au départ, monsieur le président.

Faut-il prendre au pied de la lettre ce que vous dites dans votre troisième recommandation, ou laissez-vous entendre qu'il pourrait arriver que le Fonds des Nations Unies pour le développement n'ait pas toujours la capacité de s'assurer que les fonds ou ses projets servent uniquement à des fins humanitaires?

M. Broadbent: Il existe sûrement une distinction entre les différentes formes d'aide, qui peuvent viser l'infrastructure, à long terme, et si l'on pousse plus loin l'analyse, on peut dire qu'en un certain sens, toute espèce d'activité économique sera bénéfique à des êtres humains, et a par conséquent un caractère humanitaire. Toutefois, il y a une distinction entre l'aide accordée à l'égard du développement de l'infrastructure à long terme, qu'elle provienne des Nations Unies ou de quelque autre organisme, et l'aide d'urgence, sous la forme d'aliments ou de fournitures médicales, qui sont des exemples concrets de ce qui représente une aide humanitaire que l'on ne voudrait pas éliminer. Il est donc souhaitable de considérer toutes les formes d'aide que fournit l'ONU.